

Appel à contribution
Colloque international : Violence d'État au Pérou : Du Conflit Armé Interne (1980-2000) à la « Génération du Bicentenaire » (2021).

Date : du 3 au 6 août 2022

Lieu : le colloque se tiendra en présentiel à la **Faculté des Sciences Sociales et au Centre Culturel de l'Université Nationale San Cristóbal de Huamanga (UNSCH)**, capitale de la région andine d'Ayacucho, dans le contexte des activités du Bicentenaire de l'indépendance du Pérou (1871-2021).

Responsable de l'organisation de la manifestation (en France) : Anouk Guiné (GRIC)

Entités organisatrices :

- Groupe de Recherche Identités et Cultures (GRIC), Université le Havre Normandie, **France**
- Université San Cristobal de Huamanga (UNSCH), **Pérou**
- Université du Chili, faculté de sciences sociales, **Chili**
- Université Complutense de Madrid, Faculté de Sciences Politiques et Sociologie, **Espagne**
- Université Autonome Métropolitaine, Département de Politique et Culture, **Mexique**
- Université de Patagonie, Faculté des Sciences Humaines et Sociales, **Argentine**
- Groupe de Travail (GT) « Mémoires Collectives et Pratiques de Résistance », Conseil Latino-Américain de Sciences Sociales (CLACSO)
- Association des Écrivains d'Ayacucho (AEDA), **Pérou**
- Cercle d'Études José María Arguedas, UNSCH, Ayacucho, **Pérou**
- Collectif Huancayo Feminista, Université Nationale du Centre du **Pérou**.
- Groupe d'Études Acontecimiento, Université Nationale Federico Villareal (UNFV), Lima, **Pérou**
- Réseau Ibéro-américain Résistance et Mémoire (RIARM)



L'idée de ce colloque est née du contexte actuel, au Pérou, de criminalisation de la dissidence et de censure de la liberté d'expression et d'opinion, de la doctrine favorable aux coups d'Etat, de corruption dans les sphères du pouvoir et au sein des forces de police, ainsi que des luttes sociales des communautés paysannes en faveur de l'environnement, et des grèves de travailleurs et travailleuses du secteur agro-industriel, ceci après le coup d'Etat constitutionnel du 10 novembre 2020. La période #10N et le début de l'année 2021, qui correspond au mouvement citoyen massif de la "Génération du Bicentenaire" contre la corruption d'Etat et pour une nouvelle Constitution, a eu comme résultat des arrestations arbitraires, enlèvements, agressions et assassinats de jeunes par la police, tout comme des cas de persécution politique avec violation des droits humains et des garanties constitutionnelles.

Il s'agira de penser le conflit armé (1980-2000), son issue et ses conséquences, jusqu'à nos jours, depuis la signification de la commémoration du Bicentenaire, l'étude du continuum des formes de violence d'Etat, ainsi que les usages de la violence révolutionnaire des groupes subversifs: Parti Communiste du Pérou-Sentier Lumineux (PCP-SL) et le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), à 42 ans du début du conflit dans la région d'Ayacucho et à 19 ans de la publication du Rapport de la Commission de la Vérité et la Réconciliation (CVR) qui a établi un bilan des années de guerre et des violations de Droits Humains tout au long des années 1980 et 1990. Les travaux qui seront présentés correspondent à une ligne de recherche critique, contre-hégémonique et innovante apparue dans les années 2000, ce qui correspond, comme souhaité par l'université Le Havre Normandie dans sa politique de recherche, à la promotion de "pistes de différenciation liées à des ancrages académiques inédits au sein de réseaux internationaux".

Le colloque portera sur les formes de domination et de violence d'Etat déployées lors de la "Guerre Antisubversive", au moyen d'une violence extrême qui a été une offensive planifiée et systématique contre les populations andines et amazoniennes suspectées d'appartenir aux organisations armées (PCP-SL et MRTA), contre les militant.e.s de ces groupes et leurs familles. Quelles ont été les réponses civiles à la Terreur d'Etat? Quel a été le rôle des collectifs et associations de familles de détenus et disparus? Il s'agira aussi de considérer le continuum des formes de violence d'Etat jusqu'à nos jours, en fonction des luttes sociales du peuple pour ses droits citoyens. De cette manière, seront étudiées les mémoires censurées et empêchées par l'Etat, ainsi que les avancées, les omissions et la violence dans le champ des politiques publiques en matière de justice sociale depuis 1980. Un des axes de réflexion sera aussi consacré à la violence d'Etat dans le champ artistique et culturel (littérature, cinéma, photojournalisme, arts plastiques et mass media).

La violence d'Etat peut se définir en tant qu' "instance qui dissimule et renforce la violence de classe" depuis le "juridicoétatique" (Navet, Vermeren, 2003) à travers le monopole de la force, de la répression et de la violence "légitime" exercées par l'Etat avec ses Forces Armées et policières, depuis le début du XX siècle dans le cas péruvien. La réponse à cette violence de classe, destinée à protéger les intérêts économiques, politiques et sociaux des élites nationales et des groupes sociaux dominants, a été, historiquement, l'organisation d'insurrections et de guerrillas indigènes et prolétaires à travers le "modèle révolutionnaire" comme contre violence à la violence armée et économique de l'Etat qui s'est exprimée par l'exploitation et l'oppression des citoyen.ne.s les plus pauvres, principalement dans les zones rurales des Andes et d'Amazonie du Pérou.

Quelles sont les conditions économiques qui ont fait surgir le PCP-SL et MRTA et fait durer la guerre pendant plus de 10 ans? De quelle manière l'Etat empêche-t-il ou pas que ne perdurent les conditions d'oppression imposées par celui-ci? D'après la psychologue péruvienne Ana María Guerrero (2015), "Nous ne devrions pas oublier les massacres de paysans par l'Etat avant que le PCP-SL n'entre en scène". Comment s'est résolu ce que la Commission Permanente d'Histoire de l'Armée (CPHE) a décrit comme "un abîme qui commençait dans le luxe ostentatoire de quelques-uns et la survie du plus grand nombre" (2012)? De quelle manière a surgi le contexte de corruption dans le pouvoir politique, la faim, la malnutrition et la pauvreté? Pourquoi et comment en est-on arrivé à une réponse armée? Pourquoi d'importants secteurs de la population péruvienne ont vu dans la "Guerre Populaire" maoïste la possibilité de "mettre fin à la longue domination

capitaliste imposée de l'extérieur en Amérique Latine et dans le Tiers Monde" (Scott Palmer, 2014). Et lors du conflit armé, pourquoi ce fut dans les prisons que, selon le sociologue péruvien Carlos Infante (2007), "s'est condensée toute la haine répressive de l'Etat à travers l'usage de la force et des lois...formes de soumission (qui) se sont aussi étendues à la population dans son ensemble"?

Bien que le Pérou soit au centre de ce colloque, nous cherchons à construire un ample regard qui situe ce processus particulier dans son contexte régional. Le développement des groupes armés, guerrillas et luttes insurrectionnelles répondent aux conditions de forte répression et des dictatures militaires communes aux différents pays latinoaméricains. Les stratégies de persécution de ces luttes présentent aussi des éléments communs à la région, lesquels doivent être analysés afin de comprendre les exercices des violences répressives de notre histoire récente. Nous cherchons à établir un dialogue entre le processus péruvien et d'autres expériences latinoaméricaines.

Les intervenant.e.s sont invité.e.s à travailler sur un ou plusieurs des axes de réflexion pour le Pérou et/ou d'autres pays latinoaméricains:

- 1) Justification et pratique de l'usage de la violence politique par des groupes révolutionnaires à des fins stratégiques en vue de la prise du pouvoir et de l'autodéfense. Théories, politiques et stratégies de la lutte armée au Pérou dans les années 1980 et 1990.
- 2) Théories, politiques et stratégies de la contre-insurrection, autorités et groupes contre révolutionnaires, application de la contre-insurrection et théorie du "droit pénal de l'ennemi".
- 3) Etat, violence de genre et violence sexuelle (contre femmes et hommes) comme arme et méthode de guerre et crime contre l'humanité.
- 4) Violence antisubversive, art, culture et éducation.
- 5) Justice et réparation.
- 6) Mémoires hégémoniques et contre hégémoniques, témoignages, archives et lieux de mémoire.
- 7) Limites de la dichotomie victime/victimaire.
- 8) La Génération du Bicentenaire: Crise de l'Etat péruvien et réponse des jeunes.
- 9) Dialogues entre l'expérience péruvienne et d'autres expériences latinoaméricaines.

1) Justification et pratique de l'usage de la violence politique par des groupes révolutionnaires à des fins stratégiques (prise du pouvoir et autodéfense). Théories, politiques et stratégies de la lutte armée au Pérou dans les années 1980 et 1990. Cet axe étudie les motivations théoriques, idéologiques, stratégiques, tactiques et de pratique politique en vue d'initier un processus de lutte armée dans l'objectif de prendre le pouvoir et dans un but d'autodéfense. Cela inclut l'étude des raisons de type subjectif dialectique pour l'usage de la violence politique, ainsi que les études qui évaluent l'impact qu'a eu l'usage de cette violence sur les objectifs des organisations armées et/ou des décisions politiques concrètes. Par exemple, nous voudrions recevoir des travaux comparatifs sur le caractère et l'usage même de la violence politique du PCP-SL et MRTA. Nous nous intéressons aussi aux travaux de caractère historique sur la lutte armée et la situation politique au Pérou dans les années 1980, ainsi que la situation des droits citoyens et humains (économiques, politiques et sociaux) qui ont "facilité" les processus ayant mené à la décision d'utiliser la violence révolutionnaire à des fins politiques. Nous considérerons en particulier les travaux de type testimonial des militants des deux principales organisations armées. Cet axe espère contribuer à la reconstruction de la mémoire du côté des insurgés.

2) Théories, politiques et stratégies de la contre-insurrection, autorités et groupes contre révolutionnaires, application de la contre-insurrection et théorie du “droit pénal de l’ennemi” (Günther, 1985). Cet axe inclut l’étude de l’évolution des manuels anti-subversifs; niveaux tactique, stratégique et opérationnel contre le “terrorisme”; rôle des Etats-Unis d’Amérique (EUA) et autres pays dans l’enseignement et l’application de la contre-insurrection, et coordination entre pays; politiques publiques en matière de sécurité et défense; racialisation des politiques et techniques anti-subversives; rôle des femmes dans la contre-insurrection; débats sur les expressions et eufémismes utilisés pour nommer la violence d’Etat; militarisation de la politique anti-subversive; militarisation forcée des populations civiles; législation “antiterroriste”; justice d’exception; organisations paramilitaires (Rodrigo France, Groupe Colina, Terna); “Elimination du terrorisme” dans l’Accord National (2002-2020) et autres politiques publiques de défense jusqu’à aujourd’hui. Nous nous intéressons aussi aux travaux sur les militaires et policiers dissidents, ainsi qu’au recrutement militaire forcé pendant le conflit armé. Pour ce qui est de l’application de la contre-insurrection, cela inclut: mécanismes d’instrumentalisation et politiques de la peur; campagnes médiatiques anti-terroristes; contrôle des moyens de communication; criminalisation de la dissidence; contrôle abusif des communautés rurales depuis les bases militaires et postes de police; massacres; génocides; crimes contre l’humanité (Accomarca, Uchuraccay et autres); campagnes de “nettoyage”; arrestations arbitraires; disparitions forcées (cas du journaliste Bustios); fours crématoires; cimetières clandestins; fosses communes; centres de torture (Stade de Huanta, Cabitos); rôle de l’Eglise catholique et autres dans la contre-insurrection; différentes formes de torture; répression du mouvement “Génération du Bicentenaire” et d’autres luttes sociales actuelles; le droit pénal comme forme de contrôle social; persécution politique et mort civile au XXIème siècle; militarisation des Etats d’Urgence; violence d’Etat actuelle dans la Vallée des Rivières Apurimac, Ene et Mantaro (VRAEM).

3) État, violence de genre et violence sexuelle (contre femmes et hommes) en tant qu’arme et méthode de guerre et crime contre l’humanité. Selon la Commission de la Vérité et Réconciliation (CVR), environ 83% des cas de viols sexuels furent commis par les Forces Armées et policières pendant le conflit armé péruvien (au moins jusqu’en 1995). Nous nous intéressons aux travaux sur les viols commis par des agents de l’Etat dans le pays et à Ayacucho, dans les Bases Militaires Contre-subversives (Cóndor, Chalhuanca, Apurimac, etc...), bases de l’Armée (Abancay), bases militaires (Huamanga, Cayara, Carhuarán, Chungui, Chapi, Pampacangallo, Ayahuanco, Accomarca, Pichari, Putis, Manta, Vilca, Huancavelica, Julcamarca, Pampas, Lircay, etc...) (Crisóstomo Meza, 2015), casernes ou centres de torture (“Los Cabitos”, caserne de la Marine de Guerre -Stade de Huanta-, caserne de l’Armée de Cangallo, Vizchongo, etc...), postes de police (Ocros, Huancapi, Tambo, Andarapa, Lambrama, etc...); Centres de Renseignement (“Casa Rosada”, Direction contre le Terrorisme -DIRCOTE- Ayacucho); commissariats, prisons, au cours des incursions et dans les Zones d’Urgence. Nous souhaitons aussi travailler sur les différentes modalités de viol: viol avant de tuer (cas d’Accomarca, Castro Castro); viols collectifs et individuels par des agents de l’Etat; viols pratiqués par les hommes des Comités d’Autodéfense; hommes subversifs torturés et violés par des femmes militaires (humiliation de l’ennemi masculin à travers sa féminisation ou dévalorisation sociale). Autres formes de violence et méthodes de guerre par des agents de l’Etat: nudité forcée avec observation; décharges électriques; unions forcées; prostitution forcée; esclavagae sexuel; grossesses forcées; maternité forcée; avortements forcés; stérilisations forcées de femmes andines (sous le gouvernement de Fujimori). Nous nous intéressons également à l’impact psychologique, physique et psychosocial sur les victimes et la communauté affectée, leurs témoignages, et l’impact sur les enfants des femmes violées par des militaires. Seront abordées les raisons du manque de judicialisation des cas de violence sexuelle et viols, les procès en cours, l’impunité des militaires, mais aussi la “féminisation du droit international des droits humains et du système interaméricain” (Zelada & Ocampo Acuña, 2012). Une autre ligne de réflexion sera le discours et les représentations militaires sur la sexualité des femmes andines, la racialisation de la violence sexuelle, la hiérarchisation des victimes de viol et la sexualisation de l’ennemi.e. en fonction de l’axe ethnoracial, Enfin, nous voulons aborder les crimes de haine (homophobie et transphobie) commis par des agents de l’Etat pendant et après la guerre, ainsi que les viols dont ont été victimes des militaires dissidents aux mains de militaires lors du conflit armé (Granados, s.f.).

4) Violence antisubversive, art, culture et éducation: Dans le champ culturel, divers auteurs (littérature de fiction et non fiction), journalistes (TV, radio, presse, photojournalisme), cinéastes, dessinateurs et artistes plastiques ont reflété, sur divers supports, des mémoires, représentations et discours qui légitiment les formes de domination et de violence de l'Etat. Au contraire, ils-elles ont en général condamné la violence d'Etat. A son tour, l'Etat, à travers plusieurs de ses institutions (Direction contre le Terrorisme, Ministère de l'Intérieur, Musée de la Mémoire, etc...) a censuré, criminalisé et persécuté des oeuvres d'art et des productions culturelles sur le conflit armé (Loarte Villalobos, 2020). Dans le champ éducatif, nous nous proposons d'analyser la violence étatique contre certains contenus scolaires sur le conflit armé (Jave, 2017) et de recueillir des témoignages d'instituteurs ruraux et urbains sur la manière dont ils-elles enseignent cette période, sur les outils pédagogiques dont ils-elles disposent, et sur la censure et autocensure qu'ils-elles vivent.

5) Justice et réparation: Cet axe contempera l'impact négatif de la transition inachevée (depuis le gouvernement de Paniagua en 2000-2001) en termes de réparation et justice; les avancées et faiblesses des gouvernements, de la Présidence du Conseil des Ministres, du Ministère Public et Ministère de la Justice et Drois Humains dans le développement des politiques de justice et réparation (à partir des recommandations de la CVR) pour les hommes et les femmes affectés par les crimes d'Etat et en matière de recherche de personnes disparues (21244 au Pérou); les tensions avec l'Etat au sujet des exhumations et de la remise des corps aux familles; la violence symbolique et économique de l'Etat envers les victimes; la violence militaire contre les organisations de victimes (ANFASEP à Ayacucho); effets sociaux et psychologiques de l'impunité des militaires sur les victimes; organisation des femmes andines pour l'accès à la justice et réparation; rapports entre communautés andines et Etat au niveau local pour ce qui est des politiques de réparation; problème des programmes sociaux qui se substituent aux politiques de réparation.

6) Mémoires hégémoniques et contre hégémoniques, témoignages, archives et lieux de mémoire: Construction de la mémoire officielle; mémoires des insurgé.e.s sur la violence d'Etat; violence d'Etat contre les lieux de mémoire (musée de la mémoire à Ayacucho); violence d'Etat et mémoire hégémonique dans le contenu des lieux de mémoire (Musée de la Mémoire -LUM-, Lima); violence d'Etat dans la "mémoire de salvation" (Stern, 2009); violence épistémique et symbolique dans les espaces militaires de la mémoire (El Pentagonito; musées des Vétérans de guerre); accès et obstruction de l'accès aux archives de l'Etat, comme par exemple les manuels antisubversifs (en fonction de la loi de transparence); obstruction de l'accès à certains fonds de la Bibliothèque Nationale du Pérou (BNP) en lien avec le conflit armé; archives de la police; archives militaires; archives disponibles; archives passées sous silence; archives détruites; formes de commémoration et mémorialisation de la part des militaires; mémoires de femmes militaires et militantes; mémoires du mouvement étudiant; mémoires orales; mémoires subalternes; mémoires populaires; témoignages CVR de membres de l'Armée; témoignages de militaires dans les procès; maltraitance des femmes andines dans les procès contre des militaires; mémoires d'hommes affectés par le service militaire obligatoire en temps de guerre; mémoires de militaires en exil; mémoires de familles de militaires et d'ex militants; production académique de militaires sur le conflit; controverses et ressources visuelles sur la mémoire des "Martyres du Bicentenaire".

7) Limites de la dichotomie victime/victimaire: Procès contre les militaires et ex combattants de groupes subversifs; réparation pour militaires et ex combattant.e.s; justice internationale et ex combattants; militaires et ex combattants handicapés; santé mentale des militaires et ex combattants; stigmatisation des familles de subversifs et de militaires; débats sur les demandes d'amnistie et de réconciliation.

8) La Génération du Bicentenaire: Crise de l'Etat péruvien et réponse des jeunes: Cet axe réfléchit sur la période post 10 novembre 2020, dès lors que suite aux contradictions entre l'Exécutif et le Congrès, le Congrès de la République a été fermé, avec pour résultat la destitution du président Martin Vizcarra. Manuel Merino a alors assumé la présidence de façon autoritaire pendant 6 jours, avec le Premier Ministre Antero Flores Araos. Après les manifestations citoyennes massives à Lima et dans tout le pays contre le coup institutionnel, avec une inédite et forte répression de l'Etat causant l'assassinat de deux jeunes par la police,

est apparu le gouvernement de transition de Francisco Sagasti. Les mobilisations de la population n'ont pas cessé, les arrestations arbitraires ont été nombreuses et ont surgi, au début de l'année 2021, des organisations de base exigeant une Nouvelle Constitution et se constituant en Assemblées Populaires.

9) Dialogues entre l'expérience péruvienne et d'autres expériences latinoaméricaines: en matière de théories, politiques et stratégies des groupes insurgés et de la contre-insurrection; droit pénal de l'ennemi; application de la contre-insurrection; violence sexuelle comme méthode de guerre et crime contre l'humanité; violence de l'Etat et condamnation de l'Etat depuis la littérature, l'art, le cinéma, les moyens de communication, l'église catholique et autres cultes; le travail de la mémoire en milieu scolaire; justice et réparation; mémoires hégémoniques et contre hégémoniques, témoignages, archives et lieux de mémoire; répression étatique des luttes sociales actuelles.

Références bibliographiques :

- **Ángeles, John**, "Ayacucho, el otro Bicentenario", *Viejo Topo*, n°5, dic. 2020-feb.2021.
- **Comisión Permanente de Historia del Ejército (CPHE)**, *En honor a la verdad*. Lima: Cuartel General del Ejército, 2012.
- **Crisóstomo Meza, Mercedes**, *Mujeres y fuerzas armadas en un contexto de violencia política: los casos de Manta y Vilca en Huancavelica*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos (IEP), 2015.
- **Granados, Carla**, "Memoria y Cultura Política de los Ex-Combatientes Soldados de Tropa del Ejército: las 'Otras' Víctimas de la 'Guerra Contraterrorista' en el Perú (1980-2000)", doctorado en curso, Université Paris III-Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL).
- **Guerrero, Ana María**, "Memorias, olvidos y los temores nuestros de cada día", *Ideele Revista* n° 256, dic. 2015.
- **Günther, Jacobs**, "Kriminalisierung im Vorfeld einer Rechtsgutverletzung", 97 (4) *Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*, 1985.
- **Infante, Carlos**, *Canto Grande y las Dos Colinas. Del exterminio de los pueblos al exterminio de*

Lien à l'appel à com en espagnol : <https://gric.univ-lehavre.fr/spip.php?article356>

Anouk Guiné

Publications : <https://independent.academia.edu/AGuiné>

Rédactrice en chef de la Revue Epistemological Others, Languages, Literatures, Exchanges and Societies (EOLLES) : <https://gric.univ-lehavre.fr/spip.php?rubrique66>

Blog Médiapart : <https://blogs.mediapart.fr/anouk-guine/blog>